



Transdev IDF

Mercredi 14 février 2024

À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui

osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Non au licenciement de Nicolas !

Le lundi 12 février, un rassemblement de soutien à Nicolas de Transdev Aéroport (Roissy) et aux salariés réprimés de la boîte a mobilisé plus de 200 personnes. Si la direction s'en prend à lui, c'est parce qu'il est un militant combatif et à travers lui, la société s'en prend à tous les travailleurs. La direction trouve des prétextes pour nous réprimer, syndicalistes ou non et c'est tous ensemble qu'il faut riposter !

Plus de moyens pour faire notre travail !

Sur le dépôt Transdev des Gâtines, il manque des travailleurs pour nettoyer nos bus efficacement. Le sous-effectif touche toute l'entreprise que ça soit les conducteurs de bus, les mécaniciens ou les agents de nettoyage et entraîne une augmentation des cadences... quitte à réduire la qualité du service pour les usagers et rendre notre travail plus pénible. Entre collègues, au volant ou pas, soyons soudés pour réclamer des embauches !

Retard à l'allumage ?

Pour certains anciens conducteurs de Lacroix-Savac, récemment embauchés à Transdev Sud-Yvelines, le montant du salaire de janvier a fait l'effet d'une douche froide. En effet ils ont constaté une baisse conséquente puisqu'ils n'ont pas encore touché les variables du mois de janvier, ni d'indemnité différentielle. Peu importe les raisons annoncées par Transdev, ce qui compte pour nous, c'est d'être toujours payé entièrement à la fin du mois !

Le travail, c'est la santé les TMS

Notre métier a ses contraintes physiques. Station assise prolongée, vibrations, ergonomie du poste de conduite pas toujours au rendez-vous... Avec le stress de la route et, parfois, des usagers, le terreau est fertile pour l'apparition de troubles musculo-squelettiques (TMS), tout particulièrement au dos et aux cervicales.

Il y aurait des choses à améliorer, comme réduire la durée de conduite, gros facteur de TMS. Sans parler du matériel ! On ne veut pas abîmer notre vie à la gagner !

RATP : 300 euros pour tous ou pas de Jeux Olympiques

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi le siège de la RATP pour réclamer une augmentation salariale de 300 euros et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires (NAO). « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble du 12e arrondissement. La centaine de grévistes est ensuite

entrée dans les bureaux. La direction de son côté a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour une période s'étendant du 5 février au 9 septembre, soit celle des Jeux olympiques, pour lesquels les transports sont un facteur clé. Outre les 300 euros pour tous, le syndicat demande notamment une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures, la réévaluation de primes et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation. Des revendications qui concernent tous les travailleurs de la RATP et bien au-delà.

Des chiffres parlants

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards, assurant aux banques 51,7 milliards d'intérêts en 2023. Ces sommes servent essentiellement de cadeaux aux grandes entreprises. Les intérêts sont prélevés dans les caisses publiques, alors que les hôpitaux et l'éducation manquent du minimum. L'Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022. Et après on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics !

Une Europe des barbelés criminelle

L'Ocean Viking, navire de l'ONG SOS Méditerranée, vient d'écopier de nouvelles sanctions en Italie : une nouvelle détention de 20 jours, la troisième depuis novembre, et 3 333 euros d'amende. Il est accusé de ne pas avoir suivi les ordres des garde-côtes libyens, qui menacent régulièrement l'équipage lors des opérations de sauvetage. En coopérant avec un pays, la Libye, qui emprisonne et torture les exilés et en multipliant les mesures administratives pour immobiliser les navires humanitaires, l'Italie, et à travers elle l'Union européenne, bafoue le droit au secours en mer. Ils sont responsables des milliers de morts qui ont lieu chaque année en Méditerranée.

GOVERNEMENT ATTAL:
UN MINISTRE SUR DEUX EST
MILLIONNAIRE



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :